

BULLETIN D'INFORMATION

2007-3

1^{er} juin 2007

Déclaration ministérielle concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement

La ministre des Finances, ministre des Services gouvernementaux, ministre responsable de l'Administration publique et présidente du Conseil du trésor, M^{me} Monique Jérôme-Forget, a annoncé aujourd'hui, par voie de déclaration ministérielle, des amendements à la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement.

À l'occasion du prononcé de sa déclaration ministérielle, M^{me} Jérôme-Forget a déposé, à l'Assemblée nationale, des renseignements additionnels ainsi que des ajustements au cadre financier 2007-2008.

Le présent bulletin d'information a pour but d'assurer la divulgation de cette déclaration ministérielle et des documents l'accompagnant.

Les versions française et anglaise de ce bulletin sont disponibles sur le site Internet du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca

Des exemplaires papier sont également disponibles, sur demande, à la Direction des communications en composant le 418 528-9323.

Déclaration ministérielle

de

M^{me} Monique Jérôme-Forget

ministre des Finances

ministre des Services gouvernementaux

ministre responsable de l'Administration publique

présidente du Conseil du trésor

**concernant la politique budgétaire 2007-2008
du gouvernement**

le 1^{er} juin 2007

Monsieur le Président,

Je tiens à faire aujourd'hui à l'Assemblée une déclaration qui modifie certains aspects de la politique budgétaire du gouvernement.

J'ai fait la lecture jeudi dernier du *Discours sur le budget 2007-2008*, qui présentait l'ensemble de notre vision budgétaire. Une vision dans laquelle le Québec a confiance en ses moyens et où il relève avec détermination les défis nécessaires pour assurer un avenir plus prospère. Le budget que j'ai présenté était celui d'un gouvernement minoritaire qui veut travailler avec l'opposition, comme la population en a exprimé le souhait.

Avec les mesures de ce budget, nous avons tenu compte des priorités exprimées par les Québécois et cela se reflète également dans les crédits accordés aux différents ministères. Je tiens à rappeler que les crédits de la santé sont augmentés de 6 % tandis que ceux de l'éducation le sont de 5 %.

Ce budget se voulait rassembleur et souhaitait apporter une réponse concrète aux priorités de toute la société québécoise. J'espérais sincèrement qu'il puisse rallier une majorité de députés au budget.

Comme vous le savez, cela ne s'est pas produit. Le message que nous avons reçu est qu'il faut en faire davantage ou autrement.

Avant le dépôt du budget, j'avais rencontré les partis d'opposition pour connaître leurs priorités. Dans le cas de l'Action démocratique du Québec, malheureusement depuis des semaines, la décision était prise de voter contre le budget peu importe son contenu. Quant au Parti québécois, j'avais sous-estimé l'importance de ses demandes.

Depuis le dépôt, nous avons travaillé pour trouver la meilleure solution à la situation actuelle et concilier les différentes positions dans l'intérêt du Québec. Je tiens particulièrement à saluer l'ouverture du Parti québécois. Je tiens également à mentionner l'appui du premier ministre et à souligner le leadership dont il a fait preuve.

J'annonce que nous ajouterons 111 millions de dollars de plus en 2007-2008 en dépenses par rapport au budget que j'ai présenté le 24 mai dernier.

Ainsi,

- 60 millions de dollars supplémentaires permettront à plus d'ainés de demeurer dans le milieu de vie de leur choix et de créer un plus grand nombre de groupes de médecine familiale;
- 30 millions de dollars de plus viendront soutenir l'apprentissage des élèves en difficulté; et enfin
- 21 millions de dollars seront consacrés exclusivement aux régions ressources pour qu'elles puissent diversifier leur économie et soutenir les projets d'innovation de leurs entreprises.

Avec ces nouveaux investissements, nous pourrions améliorer les soins à domicile, nous accorderons une aide adéquate à davantage de jeunes ayant des difficultés dans leur cheminement scolaire et apporterons un soutien renforcé à nos régions ressources.

Ces sommes s'ajoutent à celles qui étaient déjà prévues dans le budget. Les crédits des ministères concernés seront revus à la hausse. D'ailleurs, je déposerai des crédits supplémentaires à cette assemblée dans quelques minutes, lors de la période des dépôts de documents.

Notre gouvernement s'est engagé à maintenir l'équilibre budgétaire, aussi il est impératif d'ajuster les politiques concernant les revenus de l'État afin de financer ces nouvelles dépenses.

J'annonce que nous préleverons une contribution supplémentaire des institutions financières et des sociétés de raffinage de pétrole au titre de l'impôt sur le revenu. Leur taux d'impôt sur le revenu est immédiatement relevé de 9,9 % à 11,9 %.

J'aurai également l'occasion de déposer à l'étape des dépôts de documents des textes explicatifs sur cette mesure et ses modalités d'application ainsi que des tableaux concernant les équilibres financiers 2007-2008 amendés.

Aujourd'hui, le gouvernement fait preuve d'écoute et de souplesse en apportant les changements nécessaires à la politique budgétaire que nous avons déposée. Nous avons rempli notre rôle en proposant à l'Assemblée un budget équilibré qui répondait aux besoins des Québécois et aux défis du Québec. Nous le faisons en posant un geste responsable en faveur de la stabilité politique et de la prospérité économique du Québec, pour le bénéfice de tous ses citoyens.

J'invite les députés à prendre en compte les mesures annoncées dans la présente déclaration, qui modifient le budget déposé le 24 mai dernier, lorsqu'ils auront à se prononcer sur la motion proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 2007-2008.

Merci, Monsieur le Président.

Dépôt de documents

M^{me} Monique Jérôme-Forget

ministre des Finances

ministre des Services gouvernementaux

ministre responsable de l'Administration publique

présidente du Conseil du trésor

**concernant la politique budgétaire 2007-2008
du gouvernement**

le 1^{er} juin 2007

**Renseignements additionnels
sur la mesure de revenus
annoncée dans la déclaration ministérielle
concernant la politique budgétaire
2007-2008 du gouvernement
prononcée le 1^{er} juin 2007**

Hausse du taux d'imposition des institutions financières et des sociétés de raffinage de pétrole

Les sociétés ayant un établissement au Québec sont assujetties au paiement d'un impôt sur leur revenu imposable. Le taux de cet impôt est actuellement de 9,9 %¹.

Dans le cadre du discours sur le budget du 21 avril 2005, il a été annoncé que le taux d'imposition applicable à l'ensemble des sociétés serait augmenté progressivement de trois points de pourcentage. Ce taux a donc été augmenté une première fois le 1^{er} janvier 2006, passant de 8,9 % au taux actuel de 9,9 %. Il passera à 11,4 % à compter du 1^{er} janvier 2008, pour finalement atteindre 11,9 % à compter du 1^{er} janvier 2009.

Étant donné l'ajout de dépenses pour améliorer l'aide à domicile aux personnes âgées, soutenir l'apprentissage des élèves en difficulté et favoriser le développement économique des régions ressources, et afin de maintenir l'équilibre budgétaire du gouvernement, le taux d'imposition applicable aux institutions financières et aux sociétés de raffinage de pétrole sera haussé immédiatement de deux points de pourcentage, passant ainsi de 9,9 % à 11,9 %, soit une augmentation de l'ordre de 20 %. Cette hausse du taux d'imposition s'appliquera à compter du jour de la présente déclaration ministérielle.

Les institutions financières visées par cette augmentation du taux d'imposition seront les mêmes que celles assujetties à la taxe sur le capital des institutions financières, soit les banques, les caisses d'épargne et de crédit, les sociétés de prêts, les sociétés de fiducie et les sociétés faisant le commerce de valeurs mobilières.

En ce qui concerne l'expression « société de raffinage de pétrole », elle désignera toute société qui exploite une entreprise de raffinage de pétrole ou qui est propriétaire ou locataire de biens utilisés dans le cadre de l'exploitation d'une telle entreprise par une société, une société de personnes ou une fiducie à laquelle elle est associée.

Afin de déterminer si une société est associée à une société de personnes ou à une fiducie au cours d'une année d'imposition donnée, les présomptions généralement applicables dans de telles circonstances seront utilisées. Ainsi, la société de personnes et la fiducie seront considérées comme une société dont l'ensemble des actions avec droit de vote appartiennent aux membres de la société de personnes ou aux bénéficiaires du revenu de la fiducie à la fin de l'année d'imposition, en proportion de la répartition entre eux du revenu ou des pertes de la société de personnes ou de la fiducie pour l'exercice financier qui se termine dans l'année d'imposition².

Pour plus de précision, l'augmentation du taux d'imposition applicable à une société de raffinage de pétrole visera la totalité des revenus d'une telle société, et non pas seulement les revenus provenant d'activités de raffinage.

¹ Les sociétés privées sous contrôle canadien dont le capital versé est inférieur à 15 millions de dollars peuvent bénéficier d'un taux d'imposition moindre à l'égard de leur revenu admissible à la déduction pour petite entreprise, lequel est de 8 %.

² Aux fins de cette détermination, le revenu de la société de personnes sera réputé égal à 1 million de dollars.

Dans le cas où l'année d'imposition d'une institution financière ou d'une société de raffinage de pétrole chevauchera le jour de la présente déclaration ministérielle, le taux d'imposition effectivement applicable pour cette année d'imposition sera un taux d'imposition pondéré, reflétant le nombre de jours de l'année d'imposition compris dans la période précédant ce jour et dans celle débutant ce jour.

Enfin, les acomptes provisionnels d'une institution financière ou d'une société de raffinage de pétrole dont l'année d'imposition chevauchera le jour de la présente déclaration ministérielle devront être ajustés, selon les règles usuelles, à compter du premier acompte qui suivra ce jour, et ce, afin de prendre en considération les effets de l'augmentation du taux d'imposition.

**Ajustements au cadre financier 2007-2008 à
la suite de la déclaration ministérielle
du 1^{er} juin 2007**

Gouvernement du Québec
 Sommaire des opérations financières consolidées
 Prévisions 2007-2008
 (en millions de dollars)

	Budget déposé le 24 mai 2007	Impact de la déclaration ministérielle	Budget 2007-2008
REVENUS BUDGÉTAIRES			
Revenus autonomes	47 842	111	47 953
Transferts fédéraux	13 174	—	13 174
Total	61 016	111	61 127
DÉPENSES BUDGÉTAIRES			
Dépenses de programmes	- 53 802	- 111	- 53 913
Service de la dette	- 7 244	—	- 7 244
Total	- 61 046	- 111	- 61 157
RÉSULTATS NETS DES ORGANISMES CONSOLIDÉS	30	—	30
Versement au Fonds des générations	- 200	—	- 200
Utilisation d'une partie de la réserve budgétaire	200	—	200
SOLDE BUDGÉTAIRE CONSOLIDÉ AUX FINS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	0	0	0
Résultats nets du Fonds des générations	653	—	653
SOLDE BUDGÉTAIRE CONSOLIDÉ	653	—	653
BESOINS NON BUDGÉTAIRES CONSOLIDÉS	- 1 091	—	- 1 091
BESOINS FINANCIERS NETS CONSOLIDÉS	- 438	—	- 438
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES			
Variation de l'encaisse	6 069	—	6 069
Emprunts nets	- 102	—	- 102
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 4 876	—	- 4 876
Fonds des générations	- 653	—	- 653
TOTAL DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES	438	—	438

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

Gouvernement du Québec
Revenus budgétaires du Fonds consolidé du revenu
Prévisions 2007-2008
(en millions de dollars)

	Budget déposé le 24 mai 2007	Impact de la déclaration ministérielle	Budget 2007-2008
REVENUS AUTONOMES			
Impôts sur les revenus et les biens			
Impôt sur le revenu des particuliers	18 045	—	18 045
Fonds des services de santé	5 408	—	5 408
Impôts des sociétés ⁽¹⁾	4 618	111	4 729
	28 071	111	28 182
Taxes à la consommation			
Ventes au détail	10 020	—	10 020
Carburants	1 701	—	1 701
Tabac	649	—	649
Boissons alcooliques	438	—	438
	12 808	—	12 808
Droits et permis			
Véhicules automobiles	758	—	758
Ressources naturelles	- 46	—	- 46
Autres	179	—	179
	891	—	891
Revenus divers			
Ventes de biens et services	391	—	391
Intérêts	578	—	578
Amendes, confiscations et recouvrements	478	—	478
	1 447	—	1 447
Revenus provenant des entreprises du gouvernement			
Hydro-Québec	2 545	—	2 545
Loto-Québec	1 329	—	1 329
Société des alcools du Québec	745	—	745
Autres	6	—	6
	4 625	—	4 625
Total	47 842	111	47 953
TRANSFERTS FÉDÉRAUX			
Péréquation	7 160	—	7 160
Transferts pour la santé	3 698	—	3 698
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 371	—	1 371
Autres programmes	945	—	945
Total	13 174	—	13 174
TOTAL DES REVENUS BUDGÉTAIRES	61 016	111	61 127

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances, ainsi que la taxe sur les services publics.

Gouvernement du Québec
 Dépenses budgétaires du Fonds consolidé du revenu
 Prévisions 2007-2008
 (en millions de dollars)

	Budget déposé le 24 mai 2007	Impact de la déclaration ministérielle	Budget 2007-2008
DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR MINISTÈRE			
Affaires municipales et Régions	1 768,3	21,0	1 789,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	703,0	—	703,0
Assemblée nationale	105,2	—	105,2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	599,9	—	599,9
Conseil exécutif	316,4	—	316,4
Culture, Communications et Condition féminine	623,8	—	623,8
Développement durable, Environnement et Parcs	194,4	—	194,4
Développement économique, Innovation et Exportation	755,8	—	755,8
Éducation, Loisir et Sport	13 395,2	30,0	13 425,2
Emploi et Solidarité sociale	4 126,5	—	4 126,5
Famille et Aînés	1 803,6	—	1 803,6
Finances (excluant le service de la dette)	159,9	—	159,9
Immigration et Communautés culturelles	111,3	—	111,3
Justice	635,9	—	635,9
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	74,3	—	74,3
Relations internationales	116,2	—	116,2
Ressources naturelles et Faune	448,9	—	448,9
Revenu	926,6	—	926,6
Santé et Services sociaux	23 843,2	60,0	23 903,2
Sécurité publique	991,8	—	991,8
Services gouvernementaux	83,6	—	83,6
Tourisme	140,7	—	140,7
Transports	2 074,8	—	2 074,8
Travail	31,7	—	31,7
Sous-total	54 031,0	111,0	54 142,0
Crédits périmés escomptés	- 150,0	—	- 150,0
Crédits reportés en 2008-2009	- 78,8	—	- 78,8
Total	53 802,2	111,0	53 913,2
SERVICE DE LA DETTE			
Service de la dette directe	4 923,0	—	4 923,0
Intérêts au titre des régimes de retraite	2 321,0	—	2 321,0
Total	7 244,0	—	7 244,0
TOTAL DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES	61 046,2	111,0	61 157,2

INFORMATION BULLETIN

2007-3

June 1, 2007

Ministerial Statement Concerning the Government's 2007-2008 Budgetary Policy

Minister of Finance, Minister of Government Services, Minister responsible for Government Administration and Chair of the Conseil du trésor Monique Jérôme-Forget announced today, in a ministerial statement, amendments to the government's 2007-2008 budgetary policy.

With this ministerial statement, Ms. Jérôme-Forget tabled, in the National Assembly, additional information and adjustments to the 2007-2008 financial framework.

The purpose of this information bulletin is to disclose the ministerial statement and the accompanying documents.

The French and English versions of this bulletin are available on the ministère des Finances website at : www.finances.gouv.qc.ca

Paper copies are also available, on request, from the Direction des communications, at 418 528-9323.

Ministerial Statement

by

Monique Jérôme-Forget

Minister of Finance

Minister of Government Services

Minister responsible for Government Administration

Chair of the Conseil du trésor

**Concerning the Government's 2007-2008
Budgetary Policy**

June 1, 2007

Mr. President:

I wish to make a statement before the National Assembly today that amends certain aspects of the government's budgetary policy.

Last Thursday, I read the 2007-2008 Budget Speech, which presented our overall budgetary vision. A vision in which Québec has confidence in its resources and determinedly takes up the challenges necessary to ensure a more prosperous future. The budget I tabled was that of a minority government that wants to work with the Opposition, in accordance with the wishes of the population.

In the budget measures, we took into account the priorities expressed by Quebecers that is also reflected in the appropriations allocated to the various departments. As a reminder, health funding was increased by 6%, and education funding by 5%.

The budget was intended to unify and sought to provide a concrete response to the priorities of Québec society as a whole. I sincerely hoped that it would rally the support of a majority of MNAs.

As you know, that did not happen. The message we received is that more must be done or done differently.

Before the budget was tabled, I met with the opposition parties to ascertain their priorities. Unfortunately, in the case of the Action démocratique du Québec, the decision was made weeks ago to vote against the budget regardless of the measures in it. As for the Parti québécois, I had underestimated the scope of its demands.

Since the tabling of the budget, we have worked to find the best solution to the current situation and reconcile the various positions, in the interest of Québec. I want to commend, in particular, the Parti québécois for its openness. I also want to mention the support of the Premier and emphasize the leadership demonstrated by him.

I am announcing that we will increase spending for 2007-2008 by \$111 million relative to the budget I tabled on May 24.

Thus,

- an additional \$60 million will enable more seniors to remain in the living environment of their choice and more family medicine groups to be created;
- another \$30 million will be allocated to help students with learning difficulties; and, lastly
- \$21 million will go exclusively to the resource regions so that they can diversify their economy and support the innovation projects of their businesses.

With these new investments, we will be able to improve home care, we will provide adequate assistance to more young people experiencing difficulties in school and we will bolster support for our resource regions.

These amounts are in addition to those already earmarked in the budget. The appropriations of the departments concerned will be increased. In fact, I will table additional appropriations before the National Assembly in a few minutes, during the period for tabling documents.

Our government pledged to maintain a balanced budget. It is therefore imperative to adjust government revenue policies in order to fund this new spending.

I am announcing that we will impose an additional income tax contribution on financial institutions and oil refining companies. Their income tax rate will be raised immediately from 9.9% to 11.9%.

I will also have the opportunity to submit, during the tabling period, explanatory texts on this measure and its application details, as well as tables concerning the amended 2007-2008 financial framework.

Today, the government is demonstrating receptiveness and flexibility by making the necessary changes to the budgetary policy we tabled. We fulfilled our role by proposing to the National Assembly a balanced budget that met the needs of Quebecers and the challenges facing Québec. We are doing so by taking responsible action in favour of political stability and economic prosperity in Québec, for the benefit of all Quebecers.

I invite MNAs to take into consideration the measures announced in this statement, which amend the budget tabled on May 24, when they vote on the motion proposing that the National Assembly approve the government's budgetary policy for the 2007-2008 fiscal year.

Thank you, Mr. President.

Tabling of Documents

Monique Jérôme-Forget

Minister of Finance

Minister of Government Services

Minister responsible for Government Administration

Chair of the Conseil du trésor

**Concerning the Government's 2007-2008
Budgetary Policy**

June 1, 2007

**Additional Information
on the Revenue Measure
Announced in the Ministerial Statement
Concerning the Government's
2007-2008 Budgetary Policy
Delivered on June 1, 2007**

Increase in the tax rate of financial institutions and oil refining companies

Corporations with an establishment in Québec are subject to income tax on their taxable income, at the current rate of 9.9%.¹

In the April 21, 2005 Budget Speech, a gradual increase of three percentage points was announced in the tax rate applicable to all corporations. Thus, the tax rate was first increased on January 1, 2006, from 8.9% to the current rate of 9.9%. It will rise to 11.4% as of January 1, 2008, and ultimately reach 11.9% as of January 1, 2009.

Given the additional spending to improve home care for seniors, support students with learning difficulties and promote the economic development of the resource regions, and in order to maintain the government's balanced budget, the tax rate applicable to financial institutions and oil refining companies will be raised immediately by two percentage points, from 9.9% to 11.9%—an increase on the order of 20%. The increase will apply as of the day of this ministerial statement.

The financial institutions targeted by this increase in the tax rate are those subject to the tax on capital payable by financial institutions, namely, banks, savings and credit unions, loan companies, trust companies and corporations dealing in securities.

The term "oil refining company" means any corporation that carries on an oil refining business or that owns or leases property used, by a corporation, partnership or trust with which it is associated, to carry on such a business.

To determine whether a corporation is associated with a partnership or trust during a given taxation year, the presumptions generally applicable in such circumstances will be used. Consequently, the partnership or trust will be considered a corporation all of whose voting shares belong to the members of the partnership or the beneficiaries of the trust income at the end of the taxation year, in proportion to their share of the partnership's or trust's income or loss for the fiscal year ending in the taxation year.²

For greater clarity, the increase in the tax rate applicable to oil refining companies will target the companies' total income, not just their income from refining operations.

Where the taxation year of a financial institution or an oil refining company straddles the day of this ministerial statement, the effective tax rate applicable for that taxation year will be a weighted rate reflecting the number of days in the taxation year included in the period preceding that day and in the period beginning on that day.

1 Canadian-controlled private corporations with paid-up capital below \$15 million may take advantage of a lower tax rate—8%—regarding their income eligible for the small business deduction.

2 To that end, the partnership's income will be deemed to be equal to \$1 million.

Lastly, the instalments of a financial institution or an oil refining company whose taxation year straddles the day of this ministerial statement will have to be adjusted, in accordance with the standard rules, as of the first instalment following that day, in order to take into account the impact of the higher tax rate.

**Adjustments to the 2007-2008 Financial
Framework Further to the
Ministerial Statement of June 1, 2007**

Gouvernement du Québec
Summary of consolidated financial transactions
2007-2008 forecast
(millions of dollars)

	Budget tabled on May 24, 2007	Impact of the ministerial statement	2007-2008 budget
BUDGETARY REVENUE			
Own-source revenue	47 842	111	47 953
Federal transfers	13 174	—	13 174
Total	61 016	111	61 127
BUDGETARY EXPENDITURE			
Program spending	- 53 802	- 111	- 53 913
Debt service	- 7 244	—	- 7 244
Total	- 61 046	- 111	- 61 157
NET RESULTS OF CONSOLIDATED ORGANIZATIONS	30	—	30
Deposit in the Generations Fund	- 200	—	- 200
Use of a part of the budgetary reserve	200	—	200
CONSOLIDATED BUDGETARY BALANCE FOR THE PURPOSES OF THE BALANCED BUDGET ACT	0	0	0
Net results of the Generations Fund	653	—	653
CONSOLIDATED BUDGETARY BALANCE	653	—	653
CONSOLIDATED NON-BUDGETARY TRANSACTIONS	- 1 091	—	- 1 091
CONSOLIDATED NET FINANCIAL REQUIREMENTS	- 438	—	- 438
CONSOLIDATED FINANCING TRANSACTIONS			
Change in cash position	6 069	—	6 069
Net borrowings	- 102	—	- 102
Retirements plans sinking fund	- 4 876	—	- 4 876
Generations Fund	- 653	—	- 653
TOTAL CONSOLIDATED FINANCING TRANSACTIONS	438	—	438

Note: A negative entry indicates a financial requirement and a positive entry, a source of financing.

Gouvernement du Québec
Budgetary revenue of the Consolidated Revenue Fund
2007-2008 forecast
(millions of dollars)

	Budget tabled on May 24, 2007	Impact of the ministerial statement	2007-2008 budget
OWN-SOURCE REVENUE			
Income and property taxes			
Personal income tax	18 045	—	18 045
Health Services Fund	5 408	—	5 408
Corporate taxes ¹	4 618	111	4 729
	28 071	111	28 182
Consumption taxes			
Retail taxes	10 020	—	10 020
Fuel	1 701	—	1 701
Tobacco	649	—	649
Alcoholic beverages	438	—	438
	12 808	—	12 808
Duties and permits			
Motor vehicles	758	—	758
Natural resources	- 46	—	- 46
Other	179	—	179
	891	—	891
Miscellaneous			
Sales of goods and services	391	—	391
Interest	578	—	578
Fines, forfeitures and recoveries	478	—	478
	1 447	—	1 447
Revenue from government enterprises			
Hydro-Québec	2 545	—	2 545
Loto-Québec	1 329	—	1 329
Société des alcools du Québec	745	—	745
Other	6	—	6
	4 625	—	4 625
Total	47 842	111	47 953
FEDERAL TRANSFERS			
Equalization	7 160	—	7 160
Health transfers	3 698	—	3 698
Transfers for post-secondary education and other social programs	1 371	—	1 371
Other programs	945	—	945
Total	13 174	—	13 174
TOTAL BUDGETARY REVENUE	61 016	111	61 127

¹ Includes tax on corporate profits, tax on capital and tax on premiums in lieu of the tax on capital for insurance companies, as well as the tax on public services.

Gouvernement du Québec
Budgetary expenditure of the Consolidated Revenue Fund
2007-2008 forecast
(millions of dollars)

	Budget tabled on May 24, 2007	Impact of the ministerial statement	2007-2008 budget
PROGRAM SPENDING BY DEPARTMENT			
Affaires municipales et Régions	1 768.3	21.0	1 789.3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	703.0	—	703.0
Assemblée nationale	105.2	—	105.2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	599.9	—	599.9
Conseil exécutif	316.4	—	316.4
Culture, Communications et Condition féminine	623.8	—	623.8
Développement durable, Environnement et Parcs	194.4	—	194.4
Développement économique, Innovation et Exportation	755.8	—	755.8
Éducation, Loisir et Sport	13 395.2	30.0	13 425.2
Emploi et Solidarité sociale	4 126.5	—	4 126.5
Famille et Aînés	1 803.6	—	1 803.6
Finances (excluding debt service)	159.9	—	159.9
Immigration et Communautés culturelles	111.3	—	111.3
Justice	635.9	—	635.9
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	74.3	—	74.3
Relations internationales	116.2	—	116.2
Ressources naturelles et Faune	448.9	—	448.9
Revenu	926.6	—	926.6
Santé et Services sociaux	23 843.2	60.0	23 903.2
Sécurité publique	991.8	—	991.8
Services gouvernementaux	83.6	—	83.6
Tourisme	140.7	—	140.7
Transports	2 074.8	—	2 074.8
Travail	31.7	—	31.7
Subtotal	54 031.0	111.0	54 142.0
Anticipated lapsed appropriations	- 150.0	—	- 150.0
Deferred appropriations in 2008-2009	- 78.8	—	- 78.8
Total	53 802.2	111.0	53 913.2
DEBT SERVICE			
Direct debt service	4 923.0	—	4 923.0
Interest ascribed to the retirement plans	2 321.0	—	2 321.0
Total	7 244.0	—	7 244.0
TOTAL BUDGETARY EXPENDITURE	61 046.2	111.0	61 157.2

BULLETIN D'INFORMATION

2007-2

27 avril 2007

Application de la taxe sur l'hébergement de 3 % dans la région touristique de Québec

Le présent bulletin d'information a pour but de rendre publique l'application de la taxe sur l'hébergement de 3 % dans la région touristique de Québec à compter du 1^{er} juin 2007, à la suite d'une demande présentée en ce sens par l'association touristique de cette région.

Pour toute information concernant le sujet traité dans ce bulletin d'information, les personnes intéressées peuvent s'adresser au Secteur du droit fiscal et de la fiscalité en composant le 418 691-2236.

Les versions française et anglaise de ce bulletin sont disponibles sur le site Internet du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca

Des exemplaires papier sont également disponibles, sur demande, à la Direction des communications en composant le 418 528-9323.

Le gouvernement a mis sur pied un fonds de partenariat touristique afin de renforcer et de soutenir la promotion et le développement touristiques du Québec. Le financement de ce fonds est assuré en partie par une taxe sur l'hébergement, applicable à chaque unité d'hébergement louée dans un établissement d'hébergement situé dans une région touristique du Québec qui en fait la demande au gouvernement par le biais de son association touristique régionale (ATR).

Les ATR qui désirent que la taxe sur l'hébergement s'applique sur leur territoire peuvent choisir entre l'imposition d'une taxe spécifique de 2 \$ par nuitée ou d'une taxe *ad valorem* de 3 % du prix de chaque nuitée.

Les revenus générés par cette taxe, déduction faite des coûts reliés à son administration, sont retournés aux régions participantes et les sommes ainsi retournées sont utilisées selon les modalités convenues dans le cadre d'un protocole d'entente intervenant entre le ministère du Tourisme et les ATR de ces régions participantes.

Depuis le 1^{er} juillet 2001, la taxe spécifique sur l'hébergement de 2 \$ par nuitée s'applique dans la région touristique de Québec. Or, à la suite d'une demande présentée par l'ATR de cette région, la taxe spécifique de 2 \$ par nuitée sera remplacée, à compter du 1^{er} juin 2007, par la taxe *ad valorem* de 3 % du prix de chaque nuitée.

Cependant, lorsqu'un client fera l'acquisition d'une unité d'hébergement auprès d'une personne qui aura acquis l'unité d'une autre personne uniquement pour la fournir de nouveau moyennant un prix, la taxe sur l'hébergement ne sera pas de 3 % du prix de chaque nuitée mais plutôt de 3 \$ par nuitée. En effet, dans un tel cas, l'imposition d'une taxe spécifique de 3 \$ au lieu d'une taxe *ad valorem* de 3 % permet l'application du système de préperception de la taxe sur l'hébergement, qui assure le caractère direct de la taxe tout en simplifiant son administration confiée essentiellement aux exploitants d'établissements d'hébergement.

Ainsi, l'exploitant d'un établissement d'hébergement situé dans la région touristique de Québec devra percevoir ou prépercevoir la taxe sur l'hébergement de 3 % ou de 3 \$, selon le cas, à l'égard de toute unité d'hébergement louée dans son établissement qu'il facturera après le 31 mai 2007 pour occupation après cette date.

Toutefois, l'exploitant d'un établissement d'hébergement n'aura pas à prépercevoir la taxe de 3 \$ à l'égard d'unités d'hébergement facturées à un intermédiaire de voyages, lorsque le prix de ces unités aura été fixé dans le cadre d'une entente intervenue avant le 1^{er} juin 2007 entre l'exploitant et l'intermédiaire et que leur occupation par la clientèle touristique s'effectuera entre le 31 mai 2007 et le 1^{er} septembre 2008. Dans ces circonstances, l'exploitant demeurera tenu de prépercevoir la taxe actuelle de 2 \$.

INFORMATION BULLETIN

2007-2

April 27, 2007

Application of the 3% Lodging Tax in the Québec tourist region

This information bulletin is to make public the application of the 3% lodging tax in the Québec tourist region as of June 1, 2007 following a request to that effect made by the region's tourist association.

For information on the subject of this information bulletin, contact the Secteur du droit fiscal et de la fiscalité at 418 691-2236.

The French and English versions of this bulletin are available on the website of the ministère des Finances at: www.finances.gouv.qc.ca

Paper copies are also available, on request, from the Direction des communications by calling 418 528-9323.

The government has set up a tourist partnership fund to strengthen and sustain tourist promotion and development in Québec. The fund is financed in part by a lodging tax applicable to each accommodation unit rented in a sleeping-accommodation establishment located in a tourist region of Québec that makes such a request of the government through its regional tourist association (RTA).

RTAs that want the lodging tax to apply in their territory can choose between a specific tax of \$2 per overnight stay or an *ad valorem* tax of 3% of the price of each overnight stay.

The revenue generated by this tax, after deducting the costs of its administration, are remitted to the participating regions and the amounts thus remitted are used in accordance with the terms and conditions agreed to in a memorandum of understanding between the ministère du Tourisme and the RTAs of these participating regions.

Since July 1, 2001, the specific lodging tax of \$2 per overnight stay has applied in the Québec tourist region. Further to a request submitted by the region's RTA, the specific tax of \$2 per overnight stay will be replaced, as of June 1, 2007, by the *ad valorem* tax of 3% of the price of each overnight stay.

However, where a customer acquires an accommodation unit from a person who acquired the unit from another person solely to re-supply it for a price, the lodging tax will not be 3% of the price of each overnight stay but rather \$3 per overnight stay. In such a case, the application of a specific tax of \$3 instead of an *ad valorem* tax of 3% enables the lodging tax pre-collection system to be applied, ensuring the direct nature of the tax while simplifying its administration entrusted essentially to operators of sleeping-accommodation establishments.

Accordingly, the operator of a sleeping-accommodation establishment located in the Québec tourist region will have to collect or pre-collect the 3% or \$3 lodging tax, as the case may be, regarding an accommodation unit rented in his establishment that he invoices after May 31, 2007 for occupation after that date.

However, the operator of a sleeping-accommodation establishment will not have to pre-collect the \$3 tax in respect of accommodation units billed to a travel intermediary where the price of these units has been set under an agreement reached before June 1, 2007 between the operator and the intermediary, and their occupation by tourist customers takes place between May 31, 2007 and September 1, 2008. In such circumstances, the operator will continue to be required to pre-collect the existing \$2 tax.